

Brochure n° 3179

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1534. – ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE  
ET DES COMMERCE EN GROS DES VIANDES**

---

**AVENANT N° 3 DU 10 FÉVRIER 2015**

**À L'ACCORD DU 13 MAI 2009**

**RELATIF AU FONCTIONNEMENT DU PARITARISME**

NOR : ASET1550399M

IDCC : 1534

**PRÉAMBULE**

L'accord national interprofessionnel du 14 décembre 2013 et la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ont sensiblement bouleversé le paysage de la formation professionnelle.

C'est dans ce contexte que les partenaires sociaux de la branche ont signé un accord sur la formation professionnelle le 10 février 2015, complétant l'accord du 30 octobre 2014 sur la formation professionnelle dans diverses branches de la filière alimentaire.

Un des objectifs de l'accord du 10 février 2015 est d'organiser la formation dans la branche et d'accompagner les entreprises qui le souhaitent dans l'organisation de la formation à leur niveau.

Pour atteindre cet objectif, il a été convenu de renforcer le rôle de la CPNEFP de la branche et ses prérogatives en matière de formation.

C'est dans ces circonstances que les partenaires sociaux de la branche conviennent de compléter l'accord du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes.

**Article 2**

*Objet*

Le présent avenant modifie les articles 3.2, 6, 7, 8, 9.1 et 9.2 de l'accord initial du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme et crée un nouvel article 9.3 à cet accord initial.

### Article 3

#### *Modification de l'article 3.2 de l'accord du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme*

L'article 3.2 « La commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) » est modifié et remplacé comme suit :

« 3.2. La commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP).

L'accord du 7 avril 1994 portant création de la CPNEFP est abrogé et remplacé par les dispositions prévues dans le présent paragraphe.

La commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle ("CPNEFP", également désignée sous l'appellation "CPNEFP ICGV") se réunit au moins une fois par an.

Elle est composée de :

- deux représentants maximum de chaque organisation syndicale de salariés signataire de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes (permanents des organisations syndicales de salariés compris) ;
- deux représentants maximum de chaque organisation professionnelle d'employeurs signataire de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes (permanents des organisations d'employeurs compris).

La CPNEFP a pour mission globale de définir les orientations prioritaires en matière de formation et d'évolution professionnelle.

Le secrétariat de la CPNEFP est animé par un(e) salarié(e), employé(e) par l'AGEPEV.

Il est chargé d'accompagner les organisations d'employeurs et les entreprises et de mettre en application les actions décidées paritairement en commission.

La CPNEFP, par l'intermédiaire de son secrétariat, aura notamment pour missions de :

- assister les organisations d'employeurs et les entreprises pour tout sujet relatif à la formation, et notamment l'organisation de la publicité du présent accord ;
- procéder à l'ingénierie d'actions de formation prenant en compte les priorités définies et les besoins des entreprises ;
- organiser des actions de formation transverses en fonction des moyens et des priorités définis ;
- accompagner les TPE-PME qui en font la demande dans la mise en œuvre de la politique de formation de la branche ;
- mutualiser les actions mises en œuvre, de manière à faciliter leur accès aux TPE-PME ;
- référencer des organismes de formation pour mettre en place les actions décidées. Toute action de référencement mettra l'accent sur la qualité des prestations, leur adéquation au secteur d'activité et aux besoins des entreprises et des salariés ;
- organiser des actions de communication et d'information relatives aux métiers des viandes à destination des prescripteurs de l'emploi, des écoles et de toute structure pouvant concourir à l'amélioration de l'attractivité de nos métiers ;
- apporter un soutien aux organisations d'employeurs et aux entreprises dans leurs actions de communication à destination des salariés, relatives aux dispositifs de formation professionnelle ;
- intervenir en soutien de l'organisme certificateur paritaire multibranche, dont la création a été actée par l'accord du 30 octobre 2014, pour toutes les actions relatives à la certification des salariés des entreprises de la branche ;
- procéder à une veille réglementaire et juridique permettant d'ajuster l'offre de formation aux besoins des entreprises.

Un bilan de l'organisation décrite dans cet article sera effectué après une année de fonctionnement :

- actions mises en place ;
- soutien aux organisations d'employeurs et aux entreprises ;
- fluidité de fonctionnement ;
- réactivité et rapidité d'exécution ;
- plus-value globale.

Des réorientations pourront être conduites sur la base de ce bilan.

La CPNEFP élit en son sein pour un an un président issu de l'un des deux collèges « employeurs » ou « salariés », avec alternance de collège chaque année. L'alternance entre organisations est également applicable au sein de chaque collège.

Les décisions que la CPNEFP rend dans le cadre de ses missions sont consignées dans un avis rédigé séance tenante et signé par les commissaires présents ou représentés. Celui-ci prend effet le jour de sa notification par la partie la plus diligente à l'ensemble des organisations signataires de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes. Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées par les commissaires présents ou représentés, tous collèges confondus.

La CPNEFP rend compte des travaux réalisés auprès de la CPNNC. »

#### **Article 4**

*Modification de l'article 6 de l'accord du 13 mai 2009  
portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme*

L'article 6 « Contribution au financement du paritarisme » est modifié et remplacé comme suit :

##### **« Article 6**

##### *Contributions au financement du paritarisme*

Tous les employeurs relevant du champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes sont tenus de contribuer annuellement :

- au financement du paritarisme à hauteur de 0,1 % du montant des rémunérations entrant dans l'assiette des cotisations de la sécurité sociale ;
- au financement de l'animation du secrétariat de la CPNEFP, telle que prévue par l'article 7 de l'accord du 10 février 2015 relatif à la formation professionnelle et par l'article 3.2. du présent accord, à hauteur de 0,01 % du montant des rémunérations entrant dans l'assiette des cotisations de la sécurité sociale. »

#### **Article 5**

*Modification de l'article 7 de l'accord du 13 mai 2009  
portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme*

L'article 7 « Recouvrement de la contribution » est modifié et remplacé comme suit :

##### **« Article 7**

##### *Recouvrement des contributions*

Les cotisations prévues à l'article 6 du présent accord sont recouvrées par l'association paritaire de gestion du fonds du financement du paritarisme créée à cet effet.

Par souci de simplification du dispositif de collecte, les contributions sont appelées annuellement auprès des employeurs déclarant moins de 100 000 € de rémunération annuelle entrant dans l'assiette des cotisations de la sécurité sociale.

Les modalités applicables au paiement (échéance, recouvrement, pénalités de retard...) seront définies par décision de l'association paritaire, définie à l'article 8. »

## **Article 6**

### *Modification de l'article 8 de l'accord du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme*

L'article 8 « Création d'une association paritaire de gestion du fonds du paritarisme » est modifié et remplacé comme suit :

## **« Article 8**

### *Création d'une association paritaire de gestion du fonds du paritarisme*

Les organisations signataires du présent accord s'entendent pour créer une association paritaire de gestion du fonds du financement du paritarisme pour en assurer de manière transparente la gestion financière.

L'association a pour objets :

- d'appeler et de recouvrer les contributions relatives au financement du paritarisme et au financement de l'animation du secrétariat de la CPNEFP, instituées à l'article 6 du présent accord ;
- de gérer le fonds du financement du paritarisme et de veiller à sa répartition conformément aux affectations prévues par l'article 9 du présent accord ;
- de permettre la réalisation d'études ;
- de faciliter le développement de la négociation collective par la formation des négociateurs et l'organisation de leurs rencontres ;
- et, de plus généralement, d'assurer la communication, l'information et le suivi financier auprès de la commission paritaire nationale de la négociation collective.

L'association sera dotée de statuts et d'un règlement intérieur précisant son fonctionnement. »

## **Article 7**

### *Modification du premier paragraphe de l'article 9.1 de l'accord du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme*

L'article 9.1 « Frais de fonctionnement » est modifié et remplacé comme suit :

#### **« 9.1. Frais de fonctionnement.**

Il est convenu que seule la contribution au financement du paritarisme à hauteur de 0,1 % du montant des rémunérations entrant dans l'assiette des cotisations de la sécurité sociale, telle que prévue à l'article 7 du présent accord, est affectée aux frais de fonctionnement prévus au présent article 9.1.

Sont pris en charge :

- frais de collecte de la contribution au financement du paritarisme ;
- frais liés au fonctionnement de l'association de gestion du fonds du paritarisme ;
- frais liés à l'organisation matérielle des réunions paritaires (frais de location de salle, documentaires et supports, le cas échéant...) ;
- frais liés aux déplacements des salariés d'entreprise représentant leur organisation patronale et ceux représentant leur organisation syndicale de salariés aux réunions paritaires, quels que soient les modes de transport utilisés pour les trajets domicile/gare et gare / lieu de la réunion ;
- frais de repas et d'hébergement des salariés visés ci-dessus ;
- indemnisation (salaires) des entreprises pour la participation de leurs représentants « salariés » et « employeurs » à la négociation collective nationale.

La prise en charge des frais sera effectuée sur production des justificatifs originaux. Les modalités de prise en charge seront fixées dans le règlement intérieur de l'association paritaire de gestion du fonds du paritarisme. »

## **Article 8**

### *Modification du premier paragraphe de l'article 9.2 de l'accord du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme*

Le premier paragraphe de l'article 9.2. « Exercice du syndicalisme patronal et salarial » est modifié et remplacé comme suit :

« 9.2. Exercice du syndicalisme patronal et salarial.

Après déduction des sommes relevant du précédent paragraphe, la cotisation de 0,1 % collectée au titre des articles 6 et 7 est affectée pour moitié aux organisations professionnelles d'employeurs et pour moitié aux organisations syndicales de salariés signataires de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes. »

Les paragraphes *a* et *b* de l'article 9.2 sur l'exercice du syndicalisme patronal et salarial de l'accord initial du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme, modifiés en dernier lieu par l'avenant n° 2 à l'accord du 13 mai 2009 sur le fonctionnement et le financement du paritarisme daté du 3 avril 2014, ne sont pas modifiés par le présent avenant.

## **Article 9**

### *Création d'un article 9.3 à l'accord du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme*

Il est créé un article 9.3 à l'accord du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme rédigé de la manière suivante :

#### « Article 9.3

Financement de l'animation du secrétariat de la CPNEFP.

La contribution de 0,01 % prévue à l'article 6 du présent accord sera intégralement affectée au financement de l'animation du secrétariat de la CPNEFP telle qu'instituée par l'article 7 de l'accord du 10 février 2015 relatif à la formation professionnelle et définie à l'article 3.2 de l'accord du 13 mai 2009 modifié sur le fonctionnement et le financement du paritarisme. Celle-ci sera assurée par un salarié de l'AGEPEV. »

## **Article 10**

### *Adhésion à l'accord du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme*

Les organisations syndicales d'employeurs et de salariés non signataires ou n'ayant pas adhéré à l'accord du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme mais signataires du présent avenant déclarent adhérer, en totalité et sans réserve, à l'accord initial du 13 mai 2009.

## **Article 11**

### *Entrée en vigueur*

Les dispositions relatives au présent avenant entreront en vigueur le premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté portant son extension.

La contribution au financement de l'animation du secrétariat de la CPNEFP, visée à l'article 6 de l'accord du 13 mai 2009 tel que modifié par l'article 4 du présent avenant, sera en conséquence recouvrée à compter du mois qui suit la publication au *Journal officiel* de l'arrêté susvisé.

## **Article 12**

### *Dépôt et extension*

Les parties signataires du présent accord conviennent de demander son extension, le SNIV SNCP étant chargé des formalités de dépôt et de demande d'extension dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 10 février 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

SNIV SNCP ;

CNTF ;

FNICGV ;

FNEAP.

#### **Syndicats de salariés :**

FNAA CFE-CGC ;

FGA CFDT.